

Pseudo concept et vraies attaques contre les libertés académiques

Ce communiqué du CE de l'AFS fait suivre aux propos tenus par la Ministre de l'Enseignement Supérieur au cours de la semaine passée

L'Association Française de Sociologie s'associe aux réactions de nos associations professionnelles et à celles la Conférence des Président.e.s d'Université et du CNRS et condamne fermement les attaques récentes de la Ministre Frédérique Vidal, faisant suite aux déclarations de plusieurs Ministres et du Président de la République, à l'égard d'une partie de la communauté des sciences humaines et sociales. Il est clairement établi que « l'islamo-gauchisme » est un pseudo-concept sans fondement, un fantasme qui vise à décrédibiliser des courants de recherche, voire à les exclure du monde universitaire.

Ces attaques produisent des effets très graves de disqualification de nos disciplines et de mise en accusation de courants de recherche qui documentent et analysent des processus de domination. Nous tenons à rappeler que ces approches nourrissent les travaux présentés et discutés, sur la base de l'échange académique, au sein de l'Association Française de Sociologie. Ces approches font partie intégrante de la richesse des approches sociologiques et plus largement des sciences sociales comme l'a rappelé le communiqué du 2 novembre 2020 d'un collectif de revues de SHS. Nous disposons déjà de nombreux rapports et de nombreuses productions scientifiques qui permettent de faire un état des lieux de ces recherches ; il n'est nul besoin que le CNRS commande une enquête à ce sujet, surtout dans un tel contexte.

L'AFS tient à apporter son soutien à celles et ceux qui font l'objet d'attaques publiques de la part notamment de membres du gouvernement. L'AFS rappelle en revanche, avec une grande partie de la communauté, que les universités et les établissements de recherche ont un besoin urgent de soutien concret de la part de leur Ministère. Les étudiant.e.s de nos départements connaissent des conditions de vie et d'études particulièrement dégradées.

Les sociologues, comme les collègues des autres disciplines, ne sont pas en mesure aujourd'hui de mener leurs missions de recherche et d'enseignement dans des conditions satisfaisantes. La situation est en particulier très grave pour les doctorant.e.s et docteur.e.s non titulaires qui devraient bénéficier de mesures d'urgence. Le seul danger qui pèse sur nos universités se situe à ce niveau.

Le CE de l'AFS